

semblée d'entamer des négociations avec l'ennemi. Les partisans de la résistance arrêtaient cette pétition, et voyant le nom du patriarche figurer en tête, ils excitèrent le peuple contre ce prélat. Un rassemblement assez nombreux se porta à son palais, en préférant les menaces les plus violentes; on enfonça les portes, on chercha partout le prélat qui, heureusement, put s'échapper; on brisa les meubles et on jeta par les fenêtres tout ce que contenaient les appartements. Un détachement de gendarmerie, envoyé trop tard, arriva quand le mal était fait, n'arrêta personne et se contenta de faire évacuer le palais. Le gouvernement ne parut pas trop fâché de ces violences populaires qui devaient fermer la bouche aux partisans de la capitulation; personne ne fut recherché ni puni pour ces faits.

Peu de jours avant le bombardement, l'assemblée avait décrété une levée de 600 hommes pour la marine, et la mobilisation de mille hommes de la garde civique; mais ces mesures ne purent être mises à exécution. Le déplacement d'une grande partie de la population avait tout mis dans la confusion, chacun ne pensait qu'à ses propres affaires, et si l'on persistait à braver les maux dont on était accablé, on le faisait sans énergie; le sentiment général était une sorte d'indifférence résignée. Ces dispositions se manifestèrent surtout à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée, dont le mandat expirait le 15 août. On eut beau laisser les scrutins ouverts pendant plusieurs jours; un très-petit nombre de candidats réunirent le nombre de votes nécessaires pour valider leur nomination et qui n'était cependant que le sixième du nombre des électeurs inscrits. L'attitude passive et l'épuisement de la po-